



## ***L'état d'urgence «sanitaire» n'est qu'un prétexte pour attaquer nos libertés: NOUS EXIGEONS SA LEVÉE IMMÉDIATE!***

Les unions départementales de la Corrèze **CGT, FO, Solidaires, FSU, avec les gilets jaunes**, exigent la levée immédiate de l'état d'urgence «sanitaire» qui vient d'être prolongé au moins jusqu'au 10 juillet par ce gouvernement, et qui se caractérise par l'attribution des pleins pouvoirs au gouvernement, ce qui leur permet d'imposer des conditions de reprise dans tous les secteurs au service exclusif d'un objectif: précipiter la destruction des services publics, accélérer la déréglementation générale, «uberiser» toutes les relations sociales. Il ouvre aussi des brèches dans l'Etat de droit et remet en cause de nombreuses protections du droit du travail pour les salariés.

Les conditions du «déconfinement» apparaissent de plus en plus aux yeux de l'immense majorité de la population comme des alibis permettant d'atteindre les objectifs poursuivis par ce gouvernement et qu'il n'a pas abandonné pendant la pandémie : casser le droit du travail, museler les revendications, entraver voire de fait interdire l'action syndicale si elle n'accompagne pas les politiques gouvernementales et patronales.

Le but du gouvernement est bien de répondre aux exigences du patronat et d'accélérer la remise en cause de tous les acquis des salariés dans les entreprises en matière de congés payés, de durée et d'organisation du travail.

Il n'y a là rien de sanitaire. Les privations de liberté continuent avec notamment l'interdiction des rassemblements de plus de 10 personnes. Il s'agit d'une dérive gouvernementale totalitaire.

C'est la raison pour laquelle la première de nos revendications est la levée de l'état d'urgence et l'abrogation des décrets et ordonnances contre les libertés, le code du travail et le statut tout comme le retrait définitif des réformes des retraites et de l'assurance chômage.

Sur le plan économique, le gouvernement vise à répondre aux exigences des employeurs sans se soucier des salariés. La vie des salariés et de la population n'est rien face à leur profits. Les 500 milliards d'aide versés sans garantie d'emploi ; c'est de l'argent public qui ira, au final dans la poche des actionnaires, alors que les plans de licenciements sont repartis à la hausse.

Air France, Ryanair, Camaïeu, Renault... C'est inacceptable tout comme les plans de restructurations qui se poursuivent dans les hôpitaux avec fermetures de lits et la pénurie de moyens.

Quant à l'école, il n'est pas acceptable non plus qu'elle se transforme en garderie semi disciplinaire au service de la reprise économique.

Les enfants subissent comme les parents la déréglementation : enseignement à distance, cours à mi-temps, changement d'enseignements... avec en plus une obligation de stationner dans la cour avec des emplacements peints au sol.

Les organisations syndicales : CGT, FO, Solidaires, FSU avec les gilets jaunes refusent les conséquences de cette politique gouvernementale en matière de santé, sécurité, salaires, protection sociale.

**L'action syndicale revendicative doit reprendre ses droits, tous ses droits.**

**Pour la levée immédiate de l'état d'urgence.**

**Pour la satisfaction de nos revendications.**

**CONFERENCE DE PRESSE INTERSYNDICALE PUBLIQUE devant la Préfecture de  
Tulle : Jeudi 11 Juin à 17H30 avec rassemblement dans le respect des gestes « barrière »**